# L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN 27 OCTOBRE 1851.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR C. J. P. WEISSE, No 58½ rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Législation.

NOUVELLE-ORLEANS: LUNDI MATIN, 27 OCTOBRE.


*CANDIDATS WHIGS.*

POUR LE CONGRES.
PREMIER DISTRICT: **Richard Hagan.**
SECOND DISTRICT: ARISTIDE LANDRY.
TROISIEME DISTRICT: R. A. UPTON.
QUATRIEME DISTRICT: JOHN MOORE.

LEGISLATURE.

POUR LE SENAT:
JAMES ROBB, J. P. BENJAMIN.

*Pour Représentans à la Chambre.*

PREMIER DISTRICT: WM. T. CAMPBELL, W. H. SUMMERS.
DEUXIEME DISTRICT: A. P. SIMPSON, C. C. LATHROP, Gen. J. LEEDS.
TROISIEME DISTRICT: H. RANNEY, C. M. WATERMAN, J. N. HAWTHORNE, SIDNEY STORY, J. W. PRICE, THOMAS CERRY.
QUATRIEME DISTRICT: R. LUMSDEN, W. M. FLEMING, J. G. SEVER.
CINQUIEME DISTRICT: JULES BENIT, HIPPOLITE MOSSY, P. DEVERGES.
SIXIEME DISTRICT: A. LAROSE, LOUIS SURGI.
SEPTIEME DISTRICT: ADOLPHE TREME, JOSEPH SOLOMON.
HUITIEME DISTRICT: JOHN LAIDLAW.

## AUX WHIGS.

Nous appelons l'attention spéciale des whigs de la Nlle-Orleans sur l'annonce qui porte la signature de *Rank and File*. La réunion a lieu ce soir au coin de la rue de la Douane et du Passage de la Bourse, au premier. Il s'agit de prendre une mesure importante, la formation d'un autre club sous le titre de Union Whig Rangers. Que tous ceux qui portent quelque intérêt à notre cause soient présens.

## M. MILES TAYLOR.

Les locofocos de la 2e municipalité ont parmi leurs candidats pour la Chambre des Représentans un ex conventionnel, du nom de Miles Taylor. Ce M. Miles Taylor est fort connu ici par l'acharnement qu'il a montré contre la ville à l'époque où la Convention délibérait sur cette charte de la nouvelle Constitution qui a rapporté au siége du gouvernement.

Or, samedi dernier, M. Taylor haranguait un meeting locofoco et, en cherchant à expliquer les motifs qui l'avaient porté à voter pour le transfert du siége du gouvernement dans une zone éloignée de soixante milles au moins de la Nlle Orleans, il lui est arrivé de dire ceci:

"Je représentais à la Convention une paroisse de l'intérieur, et comme democrate et représentant de mes commettans j'ai du m'appliquer à remplir leur désir."

De façon que si ses commettans lui avaient commandé de supprimer la paroisse d'Orleans il l'aurait supprimée. C'est du cynisme, ou nous n'entendons rien. Ah! M. Taylor, c'est la votre nature, c'est là votre regency, n'est ce pas? Eh bien! vous êtes indigne d'aller représenter d'honnêtes citoyens à la Législature. Et d'ailleurs vous ne direz pas vrai: la basse Louisiane désirait le matin du siége du gouvernement à la Nlle-Orléans. Vous avez fait preuve d'une mesquinerie étroitesse d'esprit et nous aimons à croire que les électeurs de la 2e municipalité vous feront expier le 3 du mois cet hommage par trop naïf que vous imposiez à la Nlle Orleans il y a quelques années.

## HENRY CLAY ET LE COMPROMIS

Le wh ge de New-York ayant invité deraisonner M. Clay à un grand banquet, l'illustre vieillard de Kentucky a répondu qu'il regrettait de ne pouvoir se rendre au désir de ses amis, mais la pureté de l'exemption pour leur adresser une lettre admirable sur le Compromis et l'agitation sur la question du pays.

Nous regrettons de ne pouvoir nous la donner représentée toute la lettre qui rivaliserait plus d'une de nos colonnes, mais en voici les principaux passages. L'épreuve vous montrera que

M. Clay combat victorieusement cette étrange doctrine de la *séparation* de l'Est qui ne prend vraiment depuis peu de dangereux agitateurs, la nie qu'un Etat ait le droit de sortir de l'Union à sa fantaisie. S'il en était ainsi, les fondateurs de notre gouvernement auraient créé une œuvre monstrueuse. Ne voit on pas qu'en temps de guerre, un Etat mécontent pourrait se retirer sans cause, de l'Union et se joindre aux ennemis du reste de la République? Et la Louisiane, dont l'acquisition a été payée par des millions et qui a failli attirer aux Etats-Unis une guerre étrangère, et le Texas qui nous a valu la guerre avec le Mexique, et la Californie qui nous a coûté si cher, ne pourraient-ils pas aussi bien nous abandonner selon leur bon plaisir? L'admirable spectacle que présenterait alors le territoire américain! Au lieu d'une République forte et homogène on ne verrait partout que de petits Etats jaloux cherchant mutuellement à se dominer leurs voisins.

La Constitution fédérale ne reconnait pas le droit de séparation. Les Articles de Confédération ne le reconnaissaient pas davantage, car ils établissaient une union *perpétuelle*. Ces articles ayant été jugés insuffisans, la présente Constitution fédérale a été adoptée pour former une union plus *parfaite*, selon l'expression du préambule.

Le gouvernement des Etats Unis n'a donc pas une durée limitée; il doit être perpétuel! Dira-t-on que les pouvoirs qui ne sont pas spécialement attribués au gouvernement général sont réservés aux Etats, et que le droit de séparation appartient par conséquent à ces derniers? Mais qu'on y songe; le droit de séparation, que l'on prétend exister parmi les pouvoirs réservés, est incompatible avec les devoirs qui résultent de la Constitution elle-même. Une union *perpétuelle* existait déjà d'après les anciens Articles de Confédération, et la présente Constitution n'a été créée que pour rendre cette union encore plus *parfaite*. Ne comprend-on pas qu'au lieu de la rendre plus parfaite, elle la détruirait si elle admettait explicitement ou implicitement l'odieux principe que reconnaissent les désunionistes? Autant vaudrait rester le droit et déclarer que l'une des parties à un contrat peut quand bon lui semble répudier les obligations qu'il a prises.

Ce n'est pas tout: un pouvoir réservé doit avoir existé préalablement, eh bien! un Etat avant d'être incorporé à l'Union pouvait-il dans son isolement se séparer d'un tout auquel il n'appartenait pas encore? Cette considération seule démontre l'absurdité du raisonnement des *sécessionnistes*.

On parle aussi de la souveraineté des Etats. Ce n'est qu'un mot. Les Articles de Confédération tragalent des bornes à cette souveraineté, car, encore une fois, le gouvernement devait être *perpétuel*. En vertu de la présente Constitution chaque Etat abdique une partie de sa souveraineté et se reconnait inhabile à contracter des alliances, à négocier des traités, à accorder des lettres de marque, à décréter un tarif de douane, à organiser une armée et une marine, à déclarer la guerre, etc., etc. Ces pouvoirs sont attribués exclusivement au gouvernement suprême. Que devient donc cette souveraineté si absolue qu'invoquent les agitateurs pour y asseoir leur monstrueuse doctrine de séparation amicale!

Il peut cependant arriver que la Constitution soit violée ou qu'on la croie violée. Le peuple est certainement apte à juger des actes de son gouvernement. Mais il croit ces actes contraires à ses droits et à sa dignité, n'a-t-il pas les tribunaux qui sont appelés à décider de la constitutionnalité d'une loi? N'ont-ils pas mille autres moyens paisibles et légaux d'obtenir justice?

Ce n'est pas même là une faible esquisse de l'admirable raisonnement de M. Clay. Nous recommandons la lecture de son discours à nos lecteurs. De belles pages sont faites pour fortifier dans les cœurs véritablement américains l'amour de l'Union et pour leur inspirer une horreur salutaire de tout ce qui tend à la rupture du pacte fédéral.

---

Incendie à Calawba.—Les journaux de Mobile publient par dépêche télégraphique la leur apprendre que l'incendie a éclaté une dernière dans l'intérieur du comptoir de MM. W. C. & J. Babcock, à Calawba. Vingt trois mille quatre-vingt balles de coton ont été dévorées par les flammes.

## LE 3me WARD.

Notre cause a fait le cinquième ward de la première fois. Hier il y a eu d'ardens soutiens at des amis enthousiastes. Nous n'en voulons pour preuve que les manifestations soldées qui y ont lieu et notamment celle de samedi soir.

Le club du ward avait été invité par M. Soniée, qui réside dans la partie inférieure du district, à y tenir un meeting. Le club s'y est rendu musique en tête et a été accueilli avec des démonstrations de joie par la foule qui s'y était déjà réunie. Environ cinq cents personnes étaient présentes et bon nombre de dames se faisaient même remarquer dans l'assistance.

Le meeting était présidé par M. A. Fontan, et avait pour vice présidens MM. J. Boullosa, Eugène Puyssant et Thomas Wilson.

M. A. Nauroi et M. Vandegrift ont harangué l'assemblée, le premier en français et le second en anglais. M. Vandegrift ayant apris que M. James P. Ferret dans la foule l'a signalé à ses auditeurs qui ont immédiatement entouré notre candidat et la place de sheriff et l'ont poussé ainsi dire porte sur l'estrade. M. Ferret a prononcé aussi quelques paroles qui ont été vivement applaudies.

Le meeting, avant de s'ajourner, a voté à l'unanimité la résolution suivante:

"Il soit que les citoyens du 3e ward de la 1ère municipalité feront tous leurs efforts pour assurer le triomphe de James P. Ferret et de tout le ticket whig à l'élection du 3 novembre prochain."

## L'OPERA ITALIEN A LA NOUVELLE-ORLEANS.

La Nouvelle-Orleans possédera cet hiver deux magnifiques troupes, celle de M. Davenport et celle de M. Maretzeck, qui se disputeront la vogue publique. On remarque déjà les préparatifs que font les directeurs pour s'engager à l'artiste dont le talent a la scène d'Orléans. Quant à ceux de M. Maretzeck, la lettre suivante que nous adresse M. B. Allman, agent de ce dernier, doit satisfaire à toutes les curiosités:

BALTIMORE, 16 octobre 1851.

Mes notes, de vous annoncer avec plaisir que M. Maretzeck a terminé toutes ses dispositions pour faire jouer l'opéra italien à la Nouvelle Orléans, de la manière suivante:

1re—Nous donnerons dix représentations.

2e—Nous avons sous presse douze, savoir: Norma, Sonnambula, Puritani, Marie Tudor, Barbiere et Puritani.

3e—Nous aurons trois autres prime donne pour les rôles secondaires, Comtesi, Wertzit et Gazzaniga.

4e—Nous aurons quatre ténors, Bettini, Lorenzi, Benedetti et Valtz.

5e—Nous aurons cinq basses-tailles, Marini, Coletti, Barili, Benedetti et Rossi.

De sorte que cette troupe sera complète en tout, de point en point, et sera bien montée.

Le chœur sera aussi très-nombreux et bien choisi, et l'orchestre sera composé de trente musiciens, tous choisis parmi les meilleurs de la ville.

Le directeur se conformera de la manière susdite, et vous pouvez compter sur ce que je vous dis.

Votre humble serviteur,
JOSEPH MAGNER.

L'Orleans Vieux Carré. Nous parlions de quelques jours dans nos colonnes d'un ouvrage curieux sur la Basse Louisiane et l'ancienne colonie du Yucatan. Cette Indienne, agée de plus de trente ans est d'une force et d'une vigueur qu'on la prendrait pour un de ces Etats jaloux cherchant mutuellement à se dominer leurs voisins.

La Constitution fédérale ne reconnait pas le droit de séparation. Les Articles de Confédération ne le reconnaissaient pas davantage, car ils établissaient une union *perpétuelle*. Ces articles ayant été jugés insuffisans, la présente Constitution fédérale a été adoptée pour former une union plus *parfaite*, selon l'expression du préambule.

Le gouvernement des Etats Unis n'a donc pas une durée limitée; il doit être perpétuel! Dira-t-on que les pouvoirs qui ne sont pas spécialement attribués au gouvernement général sont réservés aux Etats, et que le droit de séparation appartient par conséquent à ces derniers? Mais qu'on y songe; le droit de séparation, que l'on prétend exister parmi les pouvoirs réservés, est incompatible avec les devoirs qui résultent de la Constitution elle-même. Une union *perpétuelle* existait déjà d'après les anciens Articles de Confédération, et la présente Constitution n'a été créée que pour rendre cette union encore plus *parfaite*. Ne comprend-on pas qu'au lieu de la rendre plus parfaite, elle la détruirait si elle admettait explicitement ou implicitement l'odieux principe que reconnaissent les désunionistes? Autant vaudrait rester le droit et déclarer que l'une des parties à un contrat peut quand bon lui semble répudier les obligations qu'il a prises.

Ce n'est pas tout: un pouvoir réservé doit avoir existé préalablement, eh bien! un Etat avant d'être incorporé à l'Union pouvait-il dans son isolement se séparer d'un tout auquel il n'appartenait pas encore? Cette considération seule démontre l'absurdité du raisonnement des *sécessionnistes*.

On parle aussi de la souveraineté des Etats. Ce n'est qu'un mot. Les Articles de Confédération tragalent des bornes à cette souveraineté, car, encore une fois, le gouvernement devait être *perpétuel*. En vertu de la présente Constitution chaque Etat abdique une partie de sa souveraineté et se reconnait inhabile à contracter des alliances, à négocier des traités, à accorder des lettres de marque, à décréter un tarif de douane, à organiser une armée et une marine, à déclarer la guerre, etc., etc. Ces pouvoirs sont attribués exclusivement au gouvernement suprême. Que devient donc cette souveraineté si absolue qu'invoquent les agitateurs pour y asseoir leur monstrueuse doctrine de séparation amicale!

Il peut cependant arriver que la Constitution soit violée ou qu'on la croie violée. Le peuple est certainement apte à juger des actes de son gouvernement. Mais il croit ces actes contraires à ses droits et à sa dignité, n'a-t-il pas les tribunaux qui sont appelés à décider de la constitutionnalité d'une loi? N'ont-ils pas mille autres moyens paisibles et légaux d'obtenir justice?

Ce n'est pas même là une faible esquisse de l'admirable raisonnement de M. Clay. Nous recommandons la lecture de son discours à nos lecteurs. De belles pages sont faites pour fortifier dans les cœurs véritablement américains l'amour de l'Union et pour leur inspirer une horreur salutaire de tout ce qui tend à la rupture du pacte fédéral.

---

Incendie à Calawba.—Les journaux de Mobile publient par dépêche télégraphique qui leur apprend que l'incendie a éclaté une dernière dans l'intérieur du comptoir de MM. W. C. & J. Babcock, à Calawba. Vingt trois mille quatre-vingt balles de coton ont été dévorées par les flammes.

## LE 3me WARD.

Notre cause a fait le cinquième ward de la première fois. Hier il y a eu d'ardens soutiens at des amis enthousiastes. Nous n'en voulons pour preuve que les manifestations soldées qui y ont lieu et notamment celle de samedi soir.

Le club du ward avait été invité par M. Soniée, qui réside dans la partie inférieure du district, à y tenir un meeting. Le club s'y est rendu musique en tête et a été accueilli avec des démonstrations de joie par la foule qui s'y était déjà réunie. Environ cinq cents personnes étaient présentes et bon nombre de dames se faisaient même remarquer dans l'assistance.

Le meeting était présidé par M. A. Fontan, et avait pour vice présidens MM. J. Boullosa, Eugène Puyssant et Thomas Wilson.

M. A. Nauroi et M. Vandegrift ont harangué l'assemblée, le premier en français et le second en anglais. M. Vandegrift ayant apris que M. James P. Ferret dans la foule l'a signalé à ses auditeurs qui ont immédiatement entouré notre candidat et la place de sheriff et l'ont poussé ainsi dire porte sur l'estrade. M. Ferret a prononcé aussi quelques paroles qui ont été vivement applaudies.

Le meeting, avant de s'ajourner, a voté à l'unanimité la résolution suivante:

"Il soit que les citoyens du 3e ward de la 1ère municipalité feront tous leurs efforts pour assurer le triomphe de James P. Ferret et de tout le ticket whig à l'élection du 3 novembre prochain."

## L'OPERA ITALIEN A LA NOUVELLE-ORLEANS.

La Nouvelle-Orleans possédera cet hiver deux magnifiques troupes, celle de M. Davenport celle de M. Maretzeck, qui se disputeront la vogue publique. On remarque déjà les préparatifs que font les directeurs pour s'engager à l'artiste dont le talent a la scène d'Orléans. Quant à ceux de M. Maretzeck, la lettre suivante que nous adresse M. B. Allman, agent de ce dernier, doit satisfaire à toutes les curiosités à cet égard